

Activité économique

Au premier trimestre 2026, l'activité s'est légèrement repliée (-0,1 % après +0,2 % ; ► **figure 1**), pour la première fois depuis la crise sanitaire de 2020. La demande intérieure a reculé (avec une contribution à la croissance de -0,2 point après +0,2 point), pénalisée par l'investissement (-0,6 % après +0,2 %), notamment en construction, et la consommation des ménages (-0,2 % après +0,3 %). À l'inverse, la consommation des administrations publiques a un peu soutenu la croissance (+0,3 % après +0,2 %). Le commerce extérieur a pesé sur la croissance à hauteur de -0,9 point (► **figure 3**), du fait du fort repli des exportations (-3,5 % après +0,9 %), particulièrement des livraisons aéronautiques après une fin d'année 2025 exceptionnellement dynamique. En miroir, la production aéronautique étant dans le même temps demeurée dynamique, ce sont les variations de stocks qui ont nettement soutenu la croissance (+1,0 point).

Du côté de l'offre, l'activité s'est redressée dans l'industrie manufacturière (+0,5 % après -0,3 %), portée notamment par l'industrie agro-alimentaire, le raffinage et bien sûr l'aéronautique, où la production continue d'augmenter d'environ 20 % sur un an indépendamment du calendrier des livraisons. À l'inverse, l'activité s'est repliée dans l'énergie (-1,0 % après +0,8 %) du fait de la douceur des températures hivernales. L'activité a chuté dans la construction (-1,5 % après +0,3 %), pénalisée par la déprime des travaux publics à l'approche des élections municipales et par le recul inattendu de l'activité dans l'entretien-amélioration. Enfin, l'activité a marqué le pas dans l'ensemble des services marchands (stabilité après +0,3 %), notamment dans les services de transport et d'hébergement-restauration, du fait du repli de la consommation des ménages.

D'après les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, après s'être maintenu à 97 en mars, le climat des affaires a perdu trois points en avril, atteignant son plus bas niveau depuis juillet 2024, puis est resté stable à 94 en mai (► **figure 4**). Le climat de l'emploi, après être reparti à la hausse en mars, s'est replié à 92 en mai, nettement sous sa moyenne de long terme et au plus bas depuis la fin 2013 (crise sanitaire exclue). Le jugement des entreprises sur la situation économique reste contrasté. D'un côté, un relatif optimisme est toujours de mise dans l'industrie en mai (à 102 points, soit +2 points par rapport à avril, ► **figure 5**). De l'autre, la morosité est patente dans les secteurs tournés vers les ménages, en particulier dans les services, où le climat des affaires s'établit en mai à 93, son plus bas niveau depuis mars 2015 (pandémie exclue), et dans le commerce de détail, où le climat atteint 89, son plus bas niveau depuis 2014 (pandémie exclue). Les ménages sont de plus en plus pessimistes : leur confiance s'est effondrée de 10 points depuis février, tombant à 82 en mai, renouant avec les niveaux de 2022 et 2023 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2025				2026				2024	2025	2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,1	0,3	0,4	0,2	-0,1	0,3	0,1	0,1	1,4	0,9	0,7
Importations	0,8	1,3	0,9	-1,0	-0,9	1,3	0,6	0,5	-0,8	2,9	0,4
Total des ressources	0,3	0,4	0,7	0,1	-0,1	0,5	0,2	0,2	0,7	1,3	0,9
Dépenses de consommation des ménages	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	0,0	0,2	0,0	0,7	0,5	0,2
Dépenses de consommation des administrations*	-0,1	0,2	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	1,4	0,6	1,2
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,1	0,4	0,7	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	1,1	1,2	1,3
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-0,3	-0,2	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	1,9	-0,3	1,0
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,3	0,3	0,8	0,2	-0,6	0,3	-0,1	0,0	-1,1	0,7	0,3
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,3	0,3	1,1	-0,1	-0,4	0,5	-0,2	0,0	-0,3	0,7	0,5
<i>dont Ménages</i>	0,6	-0,1	0,7	0,5	-1,5	0,5	0,2	0,2	-10,0	0,1	-0,3
<i>dont Administrations publiques</i>	0,8	1,1	0,6	0,6	-0,7	-0,4	-0,4	-0,3	5,2	2,7	-0,2
Exportations	-0,6	0,5	2,6	0,9	-3,5	3,2	1,5	1,0	2,9	2,4	1,9
Contributions (en point)											
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,0	0,1	0,4	0,2	-0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,5	0,5
<i>Variations de stocks**</i>	0,6	0,5	-0,5	-0,7	1,0	-0,5	-0,3	-0,1	-0,4	0,6	-0,2
Commerce extérieur	-0,5	-0,3	0,6	0,7	-0,9	0,6	0,3	0,2	1,3	-0,2	0,5

■ Prévision.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2026, les importations ont reculé de 0,9 % en volume.

Source : Insee.

Conjoncture française

Les premières données quantitatives disponibles pour le deuxième trimestre confirment cette dichotomie. L'industrie résiste et certains secteurs tirent même leur épingle du jeu de la situation géopolitique. Profitant de la mise hors-jeu de leurs concurrents du Golfe, chimistes et raffineurs hexagonaux poussent leur production au maximum de leurs capacités. Ponctuellement, plasturgistes et verriers engrangent des commandes de clients souhaitant se couvrir des futures hausses de prix et d'éventuelles pénuries. Surtout, l'aéronautique et le naval caracolent toujours, portés par des carnets de commandes pleins, aussi bien sur le plan civil que militaire, et par la levée partielle des contraintes d'approvisionnement. Les données douanières d'avril confirment un rebond massif des livraisons pour ces deux secteurs avec un maintien à haut niveau des exportations de matériel militaire qui ont déjà battu un record début 2026.

Au deuxième trimestre 2026, l'activité connaîtrait ainsi une embellie ponctuelle (+0,3 % après -0,1 % en début d'année ; ► **figure 6**), portée notamment par une industrie vaillante. La valeur ajoutée manufacturière continuerait de s'élever à contre-courant des autres branches (+0,7 % après +0,5 %) et bien plus rapidement que sa moyenne de longue période (+0,3 % par trimestre en moyenne depuis 20 ans). L'activité dans l'énergie serait quasi stable : la consommation domestique continuerait de baisser du fait de la clémence des températures observées en avril, tandis que le solde extérieur des échanges électriques rebondirait. L'activité dans la construction se stabiliserait, soutenue par le dynamisme du logement neuf et le rebond dans l'entretien-amélioration, mais toujours pénalisée par la composante des travaux publics au lendemain des élections municipales. L'activité dans les services marchands retrouverait un peu d'élan (+0,3 % après une stabilité) : elle serait soutenue par l'information-communication, tandis que l'hébergement-restauration resterait étale et que la valeur ajoutée des services de transport baisserait de nouveau, quoique de façon moins marquée qu'en début d'année.

► 2. Biens et services : équilibre ressources-emplois en valeur, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2025				2026				2024	2025	2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,5	0,3	0,8	0,7	0,2	1,0	0,8	0,7	3,5	2,0	2,5
Importations	1,5	-0,7	0,5	-1,3	0,2	4,8	0,1	0,9	-1,7	1,8	3,1
Total des ressources	0,8	0,0	0,8	0,0	0,5	2,3	0,5	0,8	1,4	2,1	3,1
Dépenses de consommation des ménages	0,5	0,1	0,6	0,5	0,4	1,5	0,5	0,5	2,9	1,3	2,6
Dépenses de consommation des administrations*	0,5	0,3	0,7	0,3	0,5	1,0	0,6	0,7	3,5	2,0	2,4
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,8	0,6	0,8	0,2	0,5	1,0	0,7	0,7	3,4	2,6	2,5
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	0,0	-0,2	0,6	0,4	0,2	1,1	0,5	0,7	3,3	1,0	2,0
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,8	0,4	1,0	0,5	-0,2	1,9	0,4	0,6	-0,1	1,9	2,6
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,9	0,2	1,2	0,2	0,0	2,0	0,3	0,6	1,2	1,8	2,6
<i>dont Ménages</i>	1,0	0,8	1,1	0,6	-1,2	2,3	0,9	0,9	-10,3	1,6	2,4
<i>dont Administrations publiques</i>	1,2	0,9	0,9	1,0	-0,2	1,3	0,2	0,3	6,4	3,7	2,3
Exportations	-0,7	-1,6	2,5	1,1	-2,7	4,8	1,9	1,7	2,2	1,3	4,0
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,2	-0,2	1,2	0,6	-0,5	2,3	0,8	0,9	2,3	1,6	2,9

■ Prédiction.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

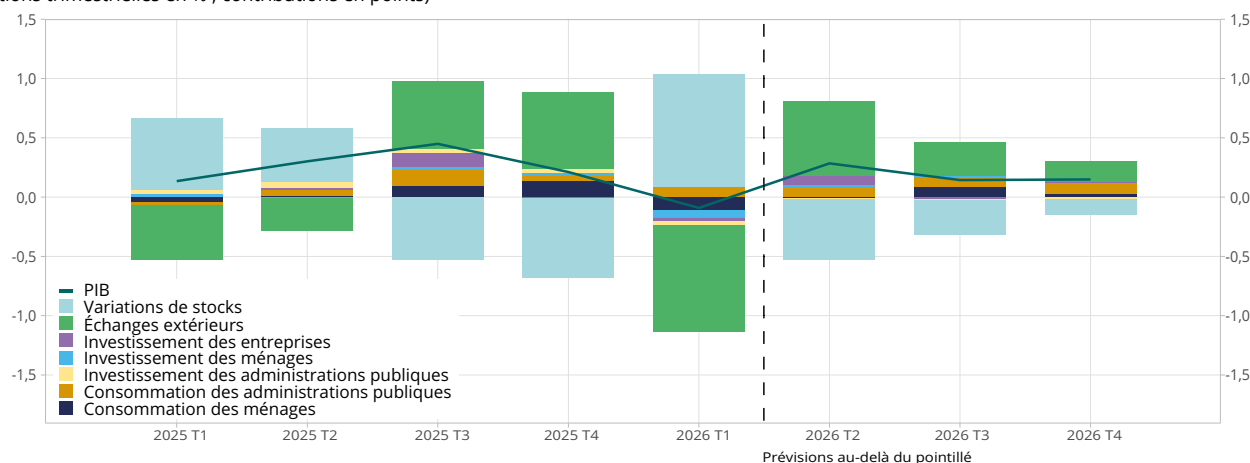
** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2026, les importations ont augmenté de 0,2 % en valeur.

Source : Insee.

► 3. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)



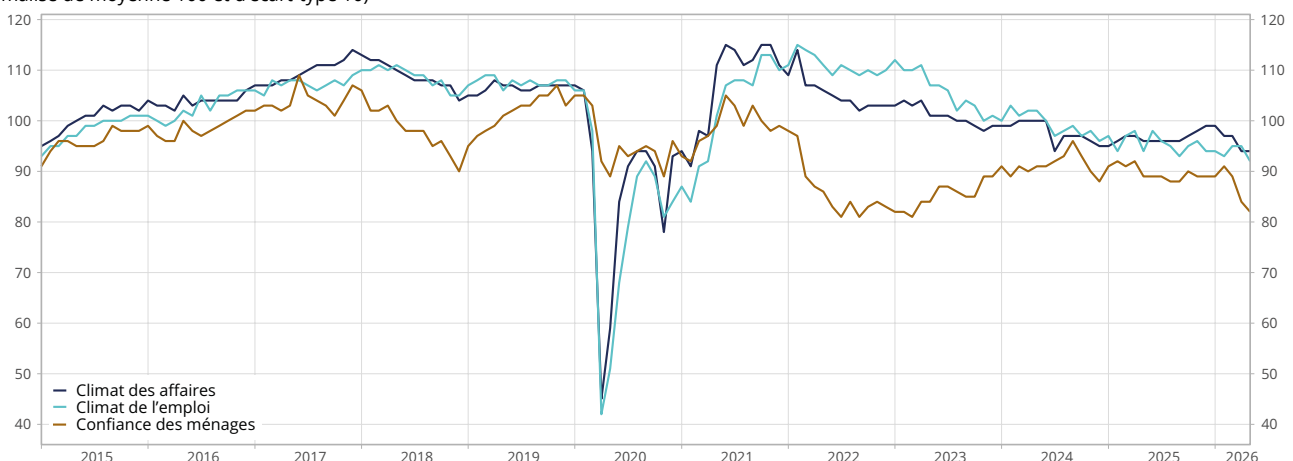
Lecture : au deuxième trimestre 2026, le PIB augmenterait de 0,3 % par rapport au premier trimestre ; la contribution des échanges extérieurs à cette évolution serait d'environ +0,6 point.

Source : Insee.

Si l'industrie tient la barre, les ménages accusent le coup : parmi les principaux postes de la demande, la consommation privée se stabiliserait au deuxième trimestre, pénalisée par un pouvoir d'achat en berne. La consommation de produits manufacturés serait stable (après -0,4 %) : du fait de la forte hausse du prix du baril de Brent (► [éclairage](#) sur le choc énergétique), les dépenses en carburants des ménages poursuivraient leur chute, mais, à l'inverse, les achats d'automobiles seraient dynamiques, en particulier ceux de véhicules électriques, stimulés par la hausse du prix des énergies fossiles. Les dépenses en énergie du logement diminueraient de nouveau en raison de températures particulièrement clémentes en avril. La consommation de services serait atone (+0,1 % après +0,2 %), car les ménages commenceraient à ajuster leurs dépenses arbitrables à la baisse de leur pouvoir d'achat (► [fiche Revenus des ménages](#)). L'investissement des ménages en construction retrouverait de l'élan (+1,0 % après -2,2 %), tiré à la fois par la dynamique du logement neuf et par le rebond mécanique de l'entretien-amélioration, mais leur investissement en services, constitué des frais de notaires et d'agence à l'achat dans l'ancien, trébucherait (-1,0 % après +0,4 %) : comme en 2022, il s'agirait de la composante de l'investissement la plus réactive à la remontée des taux d'intérêt. Du côté des entreprises, l'investissement rebondirait (+0,5 % après -0,4 %) : celui en biens manufacturés profiterait ponctuellement au printemps de la livraison d'un paquebot de luxe à une entité résidente, celui en construction se redresserait légèrement, la promotion de bâtiments non résidentiels semblant sortir la tête de l'eau, tandis que l'investissement en services garderait le même rythme qu'au trimestre précédent. L'investissement des administrations publiques poursuivrait sa baisse (-0,4 % après -0,7 %), pénalisé par un nouveau recul de la construction attendu au lendemain des élections municipales, qui serait en partie compensé par la hausse des investissements en matériel militaire. Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'activité serait très positive au deuxième trimestre (+0,6 point) : les exportations redécolleraient (+3,2 % après -3,5 %), du fait d'un rattrapage attendu des livraisons dans l'aéronautique, tandis que les importations rebondiraient plus faiblement (+1,3 % après -0,9 %).

► 4. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



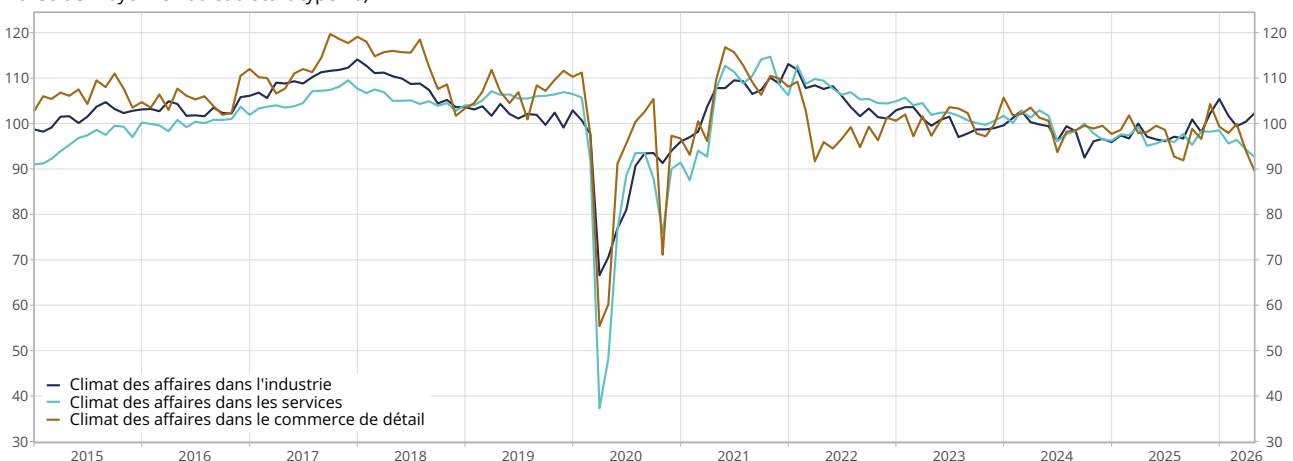
Dernier point : mai 2026.

Lecture : en mai 2026, le climat des affaires en France s'élève à 94, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

► 5. Climat des affaires par secteur d'activité

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : mai 2026.

Lecture : en mai 2026, le climat des affaires dans l'industrie s'établit à 102 points, au-dessus de sa moyenne de longue période (100).

Source : Insee.

Conjoncture française

Au second semestre 2026, l'activité serait freinée par une consommation des ménages en panne, ces derniers continuant à ajuster leurs dépenses à la suite de la perte de pouvoir d'achat subie au printemps, et par un investissement progressivement entravé par la hausse attendue du coût du crédit. Ainsi la croissance s'établirait à +0,1 % par trimestre. La valeur ajoutée manufacturière connaîtrait un contrecoup à l'été (-0,2 %), une partie du dynamisme printanier étant ponctuel, puis recommencerait à croître un peu en fin d'année (+0,1 %), soutenue principalement par l'industrie aéronautique et navale. À l'inverse, l'activité de la branche énergie rebondirait à l'été avec le retour à une consommation habituelle (+0,6 %). Du côté de la demande, les dépenses des ménages augmenteraient ponctuellement à l'été (+0,2 % après une stabilité), avec le retour à la normale de celles en énergie du logement, avant de caler à nouveau en fin d'année, dans un contexte de confiance dégradée. L'investissement des entreprises reculerait à l'été (-0,2 % après +0,5 %) par contrecoup de la livraison d'un paquebot, puis se stabiliserait en fin d'année : l'investissement en biens serait pénalisé par la hausse du coût du crédit, tandis que l'investissement en services ralentirait. L'investissement des administrations poursuivrait son recul, à un rythme similaire à celui observé au printemps (-0,4 %), en cohérence avec l'effet du cycle électoral sur la construction et malgré la hausse des dépenses militaires. Celui des ménages ralentirait (+0,2 % par trimestre, après +0,5 %), une fois le contrecoup du printemps sur l'entretien-amélioration passé : l'investissement en construction resterait dynamique (+0,6 %), porté dans le logement neuf par les mises en chantier et les permis de construire passés, mais le retournement à la baisse des transactions dans l'ancien, consécutif à la remontée des taux d'intérêt des crédits immobiliers, a induit une baisse de l'investissement en services des ménages (frais de notaire liés à l'achat) qui se poursuivrait au second semestre 2026 (-1,0 % par trimestre). Enfin, le commerce extérieur soutiendrait de nouveau la croissance au second semestre (+0,3 point au troisième puis +0,2 point au quatrième trimestre), en conséquence de la poursuite des livraisons aéronautiques et navales, avec pour contrepartie une contribution négative des variations de stocks (-0,3 point puis -0,1 point). Les exportations ralentiraient (+1,5 % puis +1,0 %, après +3,2 %), l'essentiel du rattrapage des livraisons aéronautiques étant attendu au printemps, mais resteraient plus dynamiques que les importations (+0,6 % puis +0,5 %, après +1,3 %).

► 6. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles de la valeur ajoutée en %)

Branche	Poids en %	2025				2026				2024	2025	2026
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Agriculture, sylviculture et pêche	1,9	4,2	3,6	1,7	0,6	-1,3	0,0	0,2	0,2	-13,0	8,5	1,0
Industrie	12,1	0,3	-0,1	1,1	-0,1	0,3	0,6	0,0	0,1	5,4	0,7	1,1
Industrie manufacturière	10,4	0,5	0,3	0,5	-0,3	0,5	0,7	-0,2	0,1	4,1	0,8	1,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,7	0,7	-2,6	-1,8	0,6	1,1	0,2			8,5	-1,2	
Cokéfaction et raffinage	0,1	16,1	-0,6	17,1	2,8	6,6	2,0			6,0	38,2	
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,4	0,5	0,3	-0,1	-0,6	0,3	0,2			0,5	0,9	
Fabrication de matériels de transport	1,3	2,5	6,5	2,4	-0,7	1,4	0,5			3,4	9,3	
Fabrication d'autres produits industriels	5,9	-0,2	-0,4	0,5	-0,5	0,3	0,2			3,8	-1,3	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,7	-0,6	-2,1	3,8	0,8	-1,0	-0,2	0,6	-0,2	9,5	0,4	1,0
Construction	5,5	-0,4	0,2	0,4	0,3	-1,5	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,6	-1,0
Services principalement marchands	58,4	0,1	0,5	0,4	0,3	0,0	0,3	0,2	0,2	1,6	1,1	0,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9,8	-0,2	0,7	0,6	-0,2	-0,8	0,3			0,6	0,6	
Transports et entreposage	5,7	-0,3	0,9	-1,3	0,7	-0,6	-0,2			-0,7	1,3	
Activités financières et d'assurance	3,7	-0,2	-0,5	0,3	0,4	0,0	0,4			2,2	0,7	
Activités immobilières	13,7	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2			-0,1	1,1	
Hébergement et restauration	2,3	-0,1	1,8	-0,5	0,1	-0,6	0,1			7,0	3,0	
Information et communication	5,6	0,2	0,8	1,5	0,3	1,0	0,6			2,1	2,3	
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,5	0,5	0,3	0,8	0,6	0,2	0,3			3,0	1,2	
Autres activités de services	3,0	-0,4	-0,5	0,1	-0,2	0,4	0,0			3,9	-1,5	
Services principalement non marchands	22,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	1,5	0,5	0,8
Valeur ajoutée totale	100,0	0,2	0,3	0,5	0,2	0,0	0,3	0,1	0,2	1,8	0,9	0,8

■ Prévisions.

Lecture : au premier trimestre 2026, l'activité dans la fabrication de matériels de transport a progressé de 1,4 %. L'activité dans cette branche augmenterait de 0,5 % au deuxième trimestre 2026.

Source : Insee.

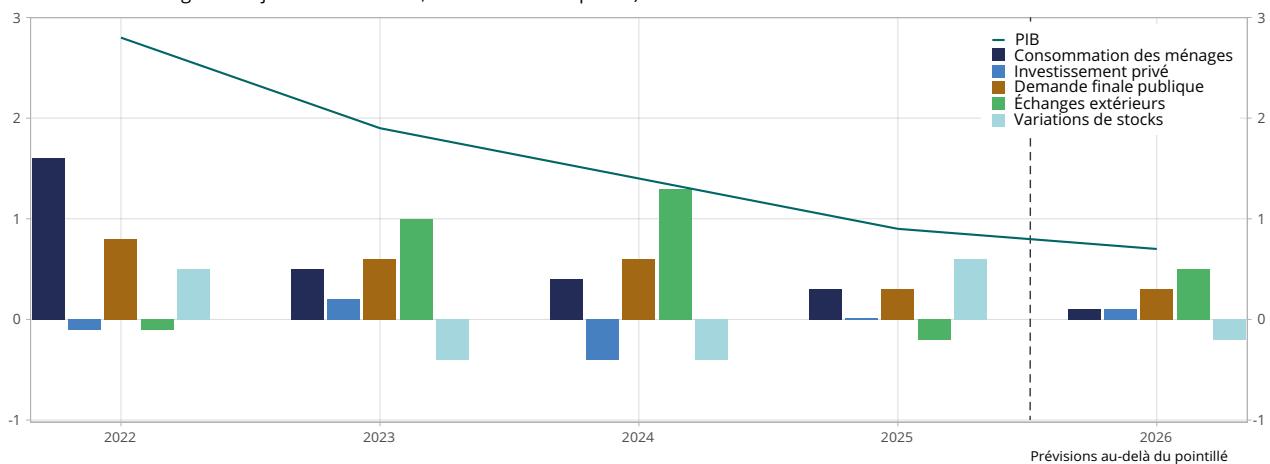
Au total, la croissance ralentirait à +0,7 % en moyenne annuelle en 2026, après +0,9 % en 2025, corrigée des jours ouvrés (► [figure 7](#)). Sur l'ensemble de l'année 2026, la demande intérieure contribuerait à hauteur de +0,5 point à la croissance. La consommation ralentirait (+0,2 % après +0,5 %), plombée par un pouvoir d'achat en berne : ce dernier reculerait pour la deuxième année consécutive (-0,4 %, comme en 2025), mais sa baisse en 2026 serait provoquée par la flambée inflationniste et concernerait ainsi bien plus de ménages que le recul de 2025 (dû pour l'essentiel à un repli des dividendes après leur très forte progression de 2024). Ainsi, le taux d'épargne continuerait de refluer (17,5 % après 17,8 % en 2025 et 18,5 % en 2024). En infra-annuel, le taux d'épargne baisserait fortement au deuxième trimestre 2026 (17,3 % après 17,9 % au premier trimestre), puis augmenterait légèrement en fin d'année, atteignant 17,5 %.

L'investissement ralentirait également sur l'année 2026 (+0,3 % après +0,7 % en 2025), en particulier du fait du repli de l'investissement public et du retour à la baisse légère de celui des ménages, après le répit de 2025. La contribution du commerce extérieur à la croissance rebondirait (+0,5 point en 2026, après -0,2 point) : les exportations ralentiraient un peu (+1,9 % après +2,4 %), tandis que les importations freineraient plus nettement (+0,4 % après +2,9 %). En contrepartie, les stocks pénaliseraient la croissance, mais dans une moindre mesure (contribution à la croissance de -0,2 point en 2026, après +0,6 point en 2025). La somme des contributions des stocks et du commerce extérieur serait positive pour la sixième année consécutive, traduisant notamment la vaillance de l'industrie exportatrice aéronautique et navale, indépendamment du calendrier des livraisons.

Les émissions de gaz à effet de serre connaîtraient une nouvelle baisse : elles diminueraient de 2,3 % en 2026, soit un peu plus fortement qu'en 2025 (-1,7 %). Ce recul serait dû environ pour un tiers à des facteurs conjoncturels, notamment la baisse de consommation des ménages en carburants du fait de la hausse des prix, et pour deux tiers à la poursuite des efforts de décarbonation et d'efficacité (► [éclairag](#)e sur les prévisions d'émissions de gaz à effet de serre). ●

► 7. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles corrigées des jours ouvrés en % ; contributions en points)



Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Lecture : en 2025, le PIB a augmenté de 0,9 % corrigé des jours ouvrés ; la contribution des échanges extérieurs s'est élevée à -0,2 point.

Source : Insee.